

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
BUREAU SYNDICAL du 5 mars 2013

L'an deux mil treize le 5 mars à neuf heures trente, le bureau syndical du SMIRTOM du Saint-Amands s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, président.

Date de la convocation : 25 février 2013

Nombre de membres : Nombre de membres : 14

Présents : 10

Pouvoir : 0

Absents, excusés : 4

Présents

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : Monsieur Bernard JAMET

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS :

Monsieur Michel POUILLARD, Monsieur Olivier HURABIELLE

COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER: Messieurs Christian FAUCHER,  
Jean GUILLOT

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : Monsieur Richard KOWALYSZIN

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : Monsieur Robert BELLERET

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES : Monsieur Dominique  
DUBREUIL

COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE : Monsieur André THOMAZON

COMMUNE DE LUGNY CHAMPAGNE : Monsieur Régis DU FAYET DE LA TOUR

Absents, Excusés

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES: Monsieur Bernard André  
JAMET

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : Monsieur Thierry PORIKIAN

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : Monsieur Michel MONSEAU

SIVOM SANCERGUES SAINT MARTIN DES CHAMPS : Monsieur Jean- Luc CHARACHE

# BUREAU SYNDICAL

## SMIRTOM DU SAINT AMANDOIS

-----

**Séance du 5 mars 2013**

-----

Délibération n° 2013-DB0006

***MAINTIEN A TITRE INDIVIDUEL DES MONTANTS DU REGIME INDEMNITAIRE  
ATTRIBUE AUX BENEFICIAIRES DE L'INDEMNITE D'EXERCICE DES MISSIONS  
DES PREFECTURES***

Monsieur le président expose aux membres du bureau syndical que le décret n° 2012-1457 du 24 décembre 2012 relatif à l'Indemnité d'Exercice des Misions des Préfectures (IEMP) fixe pour chaque corps un montant forfaitaire annuel de référence auquel peut être appliqué un coefficient compris entre 0,8 et 3 à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2012**. L'arrêté du 26 décembre 1997 qui fixait les montants de l'IEMP depuis la création de cette indemnité est abrogé.

En référence avec les corps de la fonction publique d'Etat, plusieurs grades de la fonction publique territoriale peuvent bénéficier de cette indemnité. Or, pour certains grades, les taux en vigueur dans les collectivités peuvent se révéler inférieurs à ceux figurant prévus par le décret du 24 décembre 2012 en raison notamment de la difficulté d'établir jusqu'ici les correspondances entre les corps de l'Etat et les cadres d'emplois territoriaux à la suite des réformes statutaires intervenues dans les deux fonctions publiques.

Le maintien à titre personnel des taux antérieurs plus élevés doit être envisagé sur le fondement de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Au regard de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, qui précise que :

*« L'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local ... peut décider de maintenir, à titre individuel, au fonctionnaire concerné, le montant indemnitaire dont il bénéficiait en application des dispositions réglementaires antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire. ».*

Il est donc proposé de maintenir, à titre individuel, au personnel de la catégorie C relevant des cadres d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, des adjoints techniques territoriaux, adjoints

territoriaux d'animation, le versement de l'Indemnité d'Exercice des Missions des Préfectures dans les conditions fixées dans la délibération du 15 avril 2011.

Grade : adjoint administratif territorial 1 <sup>ère</sup> classe	Montant de base : 1 173,86 €
Grade : adjoint technique territorial 1 <sup>ère</sup> classe	Montant de base : 1 143,37 €
Grade : adjoint technique territorial 2 <sup>ème</sup> classe	Montant de base : 1 143,37 €
Grade : adjoint territorial d'animation 1 <sup>ère</sup> classe	Montant de base : 1 173,86 €

Les attributions individuelles prises en ce sens feront l'objet de décisions individuelles par l'autorité territoriale.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical accepte cette proposition.

La délibération est votée à l'unanimité.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le président,

Bernard JAMET